

EUROPÉENNES 2009

# MEETING NATIONAL

AVEC CHRISTIAN NGUYEN, RAOUL JENNAR,  
CHRISTINE POUPIN, OMAR SLAOUTI, LAURENCE DE BOUARD,  
MYRIAM MARTIN, YVAN ZIMMERMANN ET  
OLIVIER BESANCENOT

jeudi **4 JUIN** 20 h

Espace Paris-Est: 128, rue de Paris, Montreuil (M° Robespierre)



# TOUT est à nous!

28 MAI 2009 | N°10 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

EUROPÉENNES

# RIPOSTEZ UTILE

PAS QUESTION  
DE PAYER  
POUR VOTRE  
CRISE !!!



VOUS  
VOULEZ UN  
CREDIT SUR  
10 ANS A  
8,5%?

-FAUVOUR-

**L** Le Parti socialiste accuse l'UMP et le Modem de «défendre une Europe qui protège alors qu'ils n'ont eu de cesse, au cours des dernières années, avec leurs alliés de toutes les droites européennes, de soutenir la libéralisation sans frein au Parlement européen». On souscrit à l'argument. Le même Parti socialiste prétend, dans la foulée, représenter «le choix entre une Europe protection que nous, socialistes, proposons et une Europe démolition». Difficile de le prendre au sérieux, quand on sait à quel point il a participé à la construction de l'Europe telle qu'elle est, du «oui» au référendum sur le TCE au traité de Lisbonne, en passant par le vote de la plupart des directives qui imposent aujourd'hui toujours plus de reculs so-

ciaux. On comprend bien en revanche que, comme l'UMP, il tente d'esquiver le débat sur son bilan. C'est pourtant une Europe radicalement différente qu'il faut imposer, une Europe au service des populations et du monde du travail, autrement dit sociale, démocratique, écologiste, féministe, internationaliste. Alors, le 7 juin, avec la crise que nous subissons, il y a une autre réponse que l'abstention. Les capitalistes ne s'abstiennent pas, eux; ils votent pour ceux qui protègent leurs intérêts. Celles et ceux qui subissent la crise, c'est-à-dire la majorité, ne doivent pas leur laisser le champ libre, la colère et la révolte qui se sont exprimées et qui se manifestent toujours dans les luttes et dans les résistances doivent s'exprimer aussi dans les urnes, en envoyant au Parlement des

élus militants qui défendent l'intérêt des peuples et du monde du travail. Ce sera le vote de la riposte, de la contre-attaque du monde du travail et de la jeunesse, le seul vote utile, utile parce que sans concession avec la droite et le patronat, et sans compromis avec le social-libéralisme, utile pour sanctionner Sarkozy et son gouvernement, enfin utile parce que porteur d'un projet alternatif au capitalisme. Jetez un pavé dans la mare de cette Europe capitaliste, l'Europe de la crise et du chômage! Contre Sarkozy et l'Europe des patrons et des banquiers, votez pour l'Europe des travailleurs et des peuples, votez NPA! **Yvan Lemaître**

## SNCF LA PRIVATISATION DÉRAILLE

**Mercredi** 20 mai, des dizaines de milliers d'usagers de la ligne Paris-Bordeaux ont subi retards et annulations de trains, conséquence d'un accident ferroviaire survenu la nuit précédente. En cause: Euro Cargo Rail, une entreprise de fret privée. La libéralisation du secteur ferroviaire nuit gravement à la sécurité!

LIRE PAGE 3



(JMB)

## EUROPE ÉCOLOGIE ÉCOLIBÉRALISME

**Afin** «d'intéresser la partie», les grands médias cherchent à créer un peu de suspens dans cette campagne électorale européenne. Donc, depuis quelques jours, la question récurrente, qui tourne en boucle, est: qui sera en troisième position? Le Modem, de François Bayrou, ou Europe Ecologie de Daniel Cohn-Bendit? Les pro-

tagonistes se prétent d'ailleurs complètement au jeu en alimentant la polémique: Cohn-Bendit accuse Bayrou de détourner le scrutin européen en faveur de sa candidature présidentielle en 2012. A quoi Marielle de Sarnez répond en accusant Cohn-Bendit de... faire le jeu de Sarkozy!

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

## PARADIS FISCAUX AUX PETITS SOINS DES RICHES

**Le gouvernement** lance un appel à ceux qui ont placé leur argent dans les paradis fiscaux: ils pourraient régulariser leur situation à moindre coût. S'il veut bien faire de nouveaux cadeaux aux plus riches, le ministre du Budget, Eric Woerth, ne compte surtout pas s'attaquer au problème de fond: ce sont des milliards de dollars qui se trouvent en dehors de tout contrôle.

LIRE PAGE 4



## Par La commission «Agriculture» du NPA SOUPE AU LAIT

**P** Près de 30% de baisse du prix du lait payé aux producteurs en l'espace de trois mois. Soit 20 000 euros de perte nette de revenu par travailleur en moyenne par rapport à la décennie précédente, si ce niveau se maintient sur l'ensemble de la campagne 2009-2010 ! C'est la conjonction des mêmes éléments incontrôlés qui a provoqué la disparition de 130 000 fermes depuis 1991 ! Cette fois, les effets se retrouvent décuplés par l'indexation du prix payé aux producteurs sur les cours mondiaux du beurre et de la poudre de lait. Dans une conjonction internationale de surproduction, de dégonflement de la bulle spéculative des matières premières et de ralentissement de la consommation, cette mesure très libérale, encouragée par le Parti populaire européen, que rejoindra sans doute Michel Barnier, ministre de l'Agriculture et candidat UMP en Ile-de-France, est un véritable coup de grâce pour les petits producteurs. Combien seront-ils, après cette lame de fond, à ne pas se relever ? Combien en profiteront pour s'agrandir, et substituer la chimie et le machinisme au travail pour augmenter leur productivité et rester « compétitifs » par rapport au reste du monde ? Ce véritable saccage social et environnemental est inacceptable et les producteurs de lait n'ont pas à payer cette crise. Il faut plus que jamais changer de PAC, pour changer de cap, aller dans le sens de la souveraineté alimentaire pour tous les peuples de la planète ; de la planification démocratique et de la décroissance des volumes de production pour l'ajustement à la demande intérieure ; du contrôle des marges de la grande distribution et des industriels ; et de la protection contre toutes les formes de spéculation et de dumping social et environnemental.

Nous n'avons pas besoin d'agrimanagers, d'OGM ni de technologies de pointe pour résoudre le problème de la faim dans le monde, mais de paysans travaillant la terre sur des structures à taille humaine et ayant le temps de pratiquer une agriculture respectueuse de l'eau, de l'air, de la biodiversité et des paysages.

### CAMPAGNE EUROPÉENNE: RÉUNIONS PUBLIQUES DE LA SEMAINE DES TÊTES DE LISTE DU NPA

**29 MAI. BLOIS**, 20h, avec Christian Nguyen (Centre), salle Jean-Cros. **MARSEILLE**, 20h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est) et Olivier Besancenot, Dock des Suds (12, rue Urbain-V). **BEAUVAIS**, 20h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle du Pré-Martinet. **MULHOUSE**, 19h, avec Yvan Zimmermann (Est), Kinépolis (175, avenue Robert-Schumann).

**30 MAI. BASTIA**, 19h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), Alain Mosconi, Myriam Combet, Anne-Laure Cristofari et Olivier Besancenot, L'Arinella (sous chapiteau, quartier sud). **ALENÇON**, 18h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), halle aux Toiles. **VAUX-LE-PÉNIL**, 15h, avec Omar Slaouti (Ile-de-France), Maison des associations (rue Foch).

**2 JUIN. CHARTRES**, 20h, avec Christian Nguyen (Centre), espace Jean-Moulin. **SAINT-BRIEUC**, 20h30, avec Laurence de Bouard (Ouest), salle de la Maison du temps libre (rue Maréchal-Foch). **TOULOUSE**, 20h30, avec Myriam Martin (Sud-Ouest) et Olivier Besancenot, hall 1 (Parc des expositions). **NICE**, 20h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), Parc des expositions. **LA DÉFENSE**, 12h30, avec Omar Slaouti (Ile-de-France), esplanade.

**3 JUIN. ORLÉANS**, avec Christian Nguyen (Centre), salle des Chats-Ferrés (rue des Chats-Ferrés). **STRASBOURG**, 20h30, avec Yvan Zimmermann (Est) et Alain Krivine, Maison des syndicats (1, rue Sedillot). **ANGERS**, 20h30, avec Laurence de Bouard

## à noter

**MEETING NATIONAL**  
AVEC CHRISTIAN NGUYEN, RAOUL JENNAR, CHRISTINE POUPIN, OMAR SLAOUTI, LAURENCE DE BOUARD, MYRIAM MARTIN, YVAN ZIMMERMANN ET OLIVIER BESANCENOT, jeudi 4 juin, 20h, espace Paris-Est (128, rue de Paris, Montreuil, M° Robespierre).

(Ouest), salle du Doyenné (boulevard du Doyenné, près du Chabada). **ROUEN**, 20h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest) et Olivier Besancenot, Parc expo.

**5 JUIN. BELFORT**, 20h, avec Yvan Zimmermann (Est), Maison du peuple. **DIGNE**, 19h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Perchot.

### RÉUNIONS PUBLIQUES DU NPA «PARTOUT EN EUROPE, PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE»

**29 MAI. SAINT-CHÉLY**, 20h, centre socioculturel. **LA FERTÉ-MACÉ**, 20h30, salle du marché couvert. **GENNEVILLIERS**, 20h, école Joliot-Curie (15, rue Roger-Pointard, quartier des Agnettes). **SAUMUR**, 20h, salle Cocasserie-Bonnemère. **MANTES-LA-JOLIE**, 20h, salle Agora (254, boulevard du Maréchal-Juin). **ISSOIRE**, 20h30, salle du Strapontin. **CENON**, 20h30, Maison des associations (rue du 8-Mai-1945, salle Waldeck-Rousseau). **VILLES-SUR-AUZON**, 18h, salle de la bibliothèque. **SAINT-CLAUDE**, 20h30, salle Witchy (43, rue du Collège). **AULNAY-SOUS-BOIS**, 19h30, salle Dumont (centre d'Aulnay, parc Dumont). **LA**

**COURNEUVE**, 20h, boutique de quartier des Quatre-Routes (42, avenue Paul-Vaillant-Couturier). **ROMAINVILLE**, 20h, salle Jean-Lurçat (cité Cachin).

**30 MAI. MURE-SUR-ARGENS**, 19h, salle des fêtes.

**1<sup>er</sup> JUIN. L'ISLE D'ESAPAGNAC**, 20h, salle du foyer.

**2 JUIN. LIBOURNE**, 20h30, salle du Verdet (12, rue de Toussaint). **LOUDUN**, 20h30, salle de la mairie (1<sup>er</sup> étage). **MORTAGNE**, 20h30, salle de la Halle-aux-Grains. **APT**, 18h30, office du tourisme. **AVIGNON**, 19h30, médiathèque Jean-Louis-Barrault. **AVRILLÉ**, 20h30, maison de quartier de l'Adézière (salle Picasso). **PARIS 2**, 19h30, école élémentaire du 20, rue Etienne-Marcel. **LA ROCLETTE**, 20h, salle de la Croisette. **PONTCHÂTEAU**, 20h, salle de la Boule d'or. **LORIENT**, 20h30, cité Allende (salle A02). **LOROUX-BOTTEREAU**, 20h30, salle des Quatre-Vents. **LONS-LE-SAUNIER**, 20h, centre social (rue de Pavigny). **GENTILLY**, 20h30, école Courbet (8, rue du Président-Allende). **PARIS 19**, 19h30, école élémentaire B (119, avenue Simon-Bolivar).

**NANTERRE**, 20h30, salle des Provinces françaises (allée de Normandie, RER A Nanterre Université).

**3 JUIN. BLANC-MESNIL**, 19h, salle municipale Claude-Terrasse (1, rue Claude-Terrasse). **BERGERAC**, 20h30, Maison des syndicats (place de la Myrpe). **PANTIN**, 19h, maison de quartier des Quatre-Chemins (42, avenue Edouard-Vaillant). **TOUL**, 20h, hôtel de ville (salle des Adjudications). **LA-FERTÉ-BERNARD**, 20h, salle du Closeau (7, rue Foch). **VESOUL**, 20h30, espace Villon.

**4 JUIN. FLERS**, 20h30, salle de la médiathèque. **SAINT-QUENTIN**, 20h30, salle Paringault (rue Kennedy, proche de la place des Quatre-Colonnes). **SAINT-PONS**, 18h30, salle sous la mairie. **LORMONT**, 20h, salle Albert-Camus (esplanade François-Mitterrand). **SABLÉ**, 20h, salle Madeleine-Marie.

**5 JUIN. CARPENTRAS**, 18h, salle du Pous du plan. **CERGY**, 20h30, maison de quartier des Touleuses.

### LE NPA DANS LES MÉDIAS

**OLIVIER BESANCENOT. 29 MAI**, 8h 15, France info. **1<sup>er</sup> JUIN**, 20h, France 2. **2 JUIN**, 8h 30, RMC. **4 JUIN**, 8h, LCI ; et 20h 35, France 2 («A vous de juger»). **OMAR SLAOUTI. 26 MAI**, 20h 30, France 4 (réponse aux questions de lycéens). **28 MAI**, 18h 45, 22h 45, Public-Sénat. **31 MAI**, 17h, BFM-TV. **RAOUL JENNAR. 31 MAI**, 22h 15, France 3 (face à Yannick Jadot d'Europe Ecologie). **GUILAUME LIÉGARD. 31 MAI**, 19h 40, RFI.

à suivre sur **www.npa.fr**

## regards



Lucas Migliasso (DR)

Propos recueillis par Miguel Séguir

## DE LA SUITE DANS LES SOLIDARITÉS

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (Fasti) a tenu son congrès à Aix-en-Provence, du 21 au 24 mai. A 23 ans, ouvrier-paysagiste et militant à Nantes, Lucas Migliasso en est le président.

### Qu'est-ce que la Fasti ?

Les premières associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (Asti) sont nées au début des années 1960, autour des luttes des immigrés dans les bidonvilles de la région parisienne. Coordonnées dès 1966, elles créent, en 1967, une fédération qui compte dès sa naissance une soixantaine d'associations implantées dans toute la France. Orienté au départ sur l'aide quotidienne, l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes immigrées, le travail des Asti prend une nouvelle forme avec la fermeture des frontières, en 1974, puis l'officialisation des pratiques de rétention et d'expulsion des personnes immigrées. Aujourd'hui, la diversité des Asti et de leurs activités est à l'image de l'ampleur du travail à accomplir. Les militants des Asti organisent des cours d'alphabétisation, de français langue étrangère, de soutien à la scolarité, l'aide juridique, l'animation socioculturelle, le logement et les foyers, la domiciliation postale, les activités interculturelles, la solidarité avec les femmes immigrées... Conformément aux orientations fédérales, les Asti maintiennent un rapport de forces dans la lutte politique locale et nationale pour la liberté de circuler et de s'installer, aux côtés des collectifs de personnes sans papiers, dans la lutte contre les expulsions, et pour l'annulation de la dette du tiers monde.

### Quels étaient les objectifs de votre congrès à Aix-en-Provence ?

«Ensemble pour les droits des migrants», tel était le titre de notre 22<sup>e</sup> congrès. Fidèle à notre approche pragmatique et solidaire, nous avons travaillé sur les questions d'enfermement, les rapports Nord-Sud et la lutte des femmes. Ainsi, Béatrice Mésini, du Codetras, qui œuvre sur le champ des travailleurs saisonniers migrants, le réseau de réflexion et d'action européen Migreurop, auquel appartient la Fasti, le Centre de recherche et d'informations pour le développement (Crid) ou encore Gilles Lemaire, d'Attac, ont apporté leur expertise. Nos congrès sont l'occasion pour les militants et les bénévoles du mouvement de se retrouver, de s'organiser et d'échanger sur leurs pratiques de solidarité.

### Comment voyez-vous la situation actuelle des immigrés en France et en Europe ?

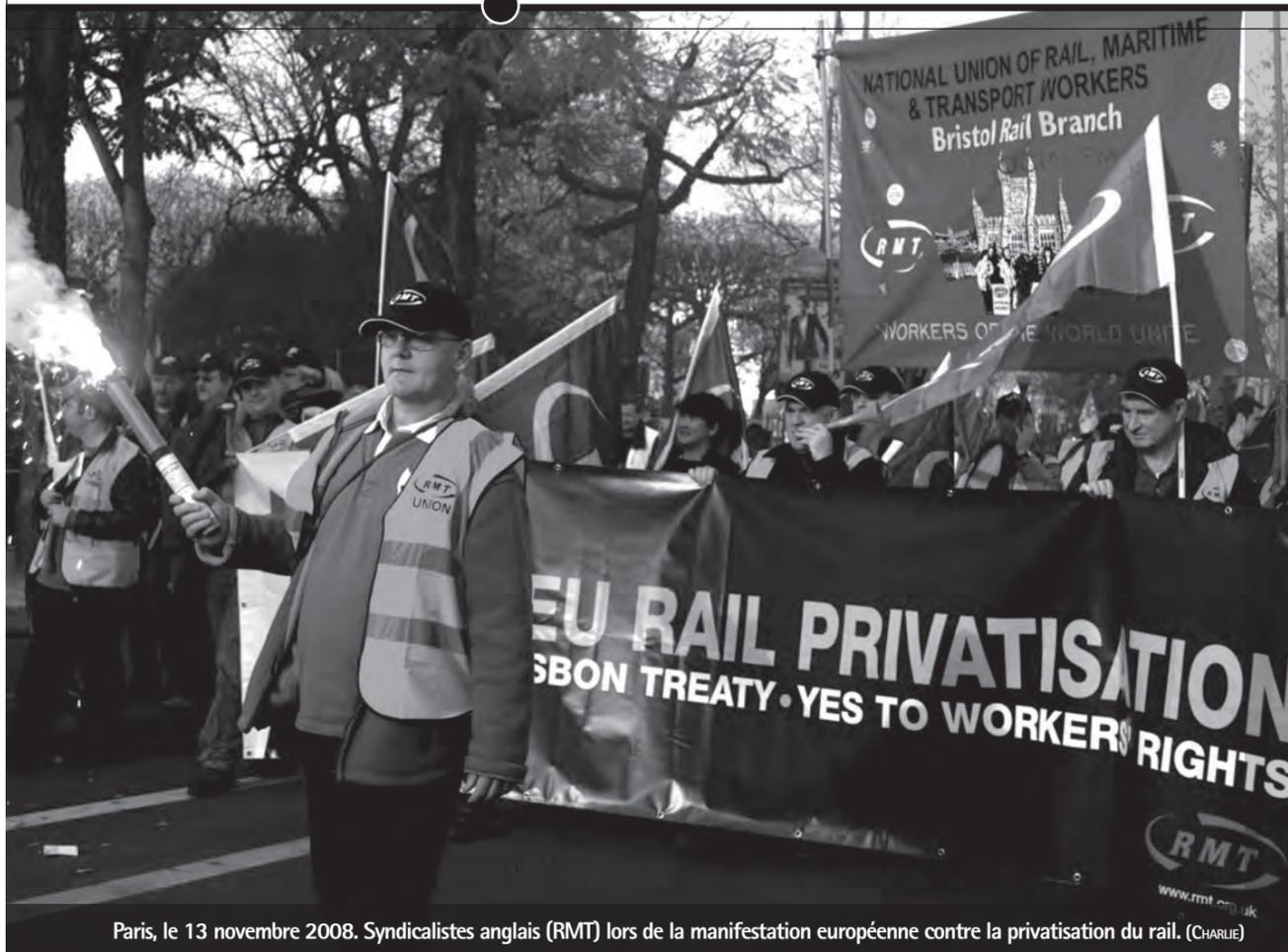
Précarisés, exploités, contrôlés au faciès, rafles, expulsés, la situation des migrants est intolérable. Mais elle n'est pas seulement intolérable sur le territoire français. Elle l'est aussi dans toute l'Europe et, plus largement, dans le monde. Ainsi, les accords de réadmission bafouent les droits humains des personnes

étrangères, aussi bien dans les pays dits du Nord que ceux du Sud. Le pacte européen sur les migrations, copié-collé de la politique française, constitue une nouvelle régression du droit des migrants : dix-huit mois de «prison», une police aux frontières confiée à des régimes antidémocratiques. A cette pression indigne, s'ajoute celle qui s'exerce désormais sur les associations d'aide aux personnes migrantes : subventions coupées, mises sur écoute, pressions sur les militants et même arrestations. Le délit de solidarité existe et nous devons le combattre. L'idéologie capitaliste et liberticide voudrait faire de nous des travailleurs dociles, sans conscience, sans humanité : de simples machines humaines qui produiraient de la valeur ajoutée. Mais nous le refusons. Notre combat au côté des migrants, travailleurs ou non, est une lutte pour nous tous : leurs droits sont nos droits.

### Quelles sont les luttes et les actions de la Fasti ?

La structuration fédérale de notre mouvement nous permet de mener des actions aux niveaux local, national et international. Constants dans notre lutte contre les centres de rétention administrative (CRA), dans la dénonciation des méfaits du néocolonialisme ou encore dans la lutte contre les violences faites aux femmes, nous participons à des réseaux de réflexion et d'action (Migreurop, Adfem, Ucij, CFDA, Anafé...), produisons des outils à destination des 59 Asti qui composent le mouvement. Au-delà de cette mission, le rôle de la fédération est mettre en relation les militants et leurs réseaux locaux pour faire face aux tenants du libéralisme, auxquels nous devons opposer un front uni pour combattre toute forme de violence, qu'elle soit politique ou économique. Enfin, depuis sa création, la Fasti prône l'autonomie des luttes des personnes sans papiers, afin qu'elles et ils luttent avec l'appui des organisations nationales.





Paris, le 13 novembre 2008. Syndicalistes anglais (RMT) lors de la manifestation européenne contre la privatisation du rail. (CHARLIE)

## MICHELIN GRANDE PREMIERE

Michelin a tenu, le vendredi 15 mai à Clermont-Ferrand, l'assemblée générale de ses actionnaires. Mais cette année, des salariés ont joué les trouble-fête.

**ENFIN**, les travailleurs de Michelin se sont mobilisés contre leurs exploiters. Cela faisait huit ans que la LCR essayait de faire en sorte que cela puisse exister. Chaque année, appel à la mobilisation, quelquefois unitaire avec Attac, la Ligue des droits de l'Homme et certains syndicats, échec de la mobilisation, une centaine de personnes se retrouvait devant le Polydôme, le Palais des congrès de Clermont-Ferrand, lieu de la grand-messe Michelin.

Cette année, les choses ont changé. Le 15 mai, des délégations de travailleurs, de la Haute-Loire, de Saône-et-Loire et d'ailleurs, ont convergé pour se rassembler. La combativité était là; l'appareil d'Etat, avec ses policiers et CRS, aussi. Très vite, les travailleurs, avec leurs dirigeants syndicaux, ont commencé à investir les lieux, mais une charge policière est parvenue à les exclure du Polydôme. Ils ont donc formé une haie d'honneur pour accueillir les actionnaires. «Vous êtes contents, vous venez applaudir le discours de la firme Michelin»; d'autres quolibets fusaient de partout, toujours dignes. L'ambiance électrique, du fait de la présence policière, s'est vite communiquée à l'ensemble des manifestants. Les actionnaires ont souffert. Quelques-uns ont tout de même dit le fond de leur pensée: «Vous devriez être au travail», «Heureusement que nous sommes là pour vous donner du travail», toutes réactions qui alimentaient les sifflets de la foule et nombre d'actionnaires sont entrés couverts d'autocollants syndicaux.

Vers 10 heures, les manifestants se regroupaient pour entendre les interventions des syndicats qui, dénonçant l'exploitation et la stratégie de délocalisation de la firme, ont été applaudies. Un cortège a pris forme pour se diriger vers le centre social de la multinationale, où des pneus ont été symboliquement brûlés. Le NPA a diffusé un tract et ses militants ont engagé des discussions fructueuses avec les travailleurs.

L'état d'esprit de bon nombre d'entre eux, confrontés à la réalité de l'avidité des actionnaires, change. Le paternalisme de Michelin disparaît à grande vitesse; nombre d'employés ne se laisseront plus tromper par l'idéologie de l'entreprise.

Actuellement chaque travailleur subit la pression de la hiérarchie, les cadences de travail deviennent infernales, l'objectif de la plus-value prime. Tout le monde s'en rend compte. Chaque année, espérons-le, ce rendez-vous pourra se reproduire, contre la volonté des actionnaires de voir leurs profits se multiplier, pour remettre en cause ce système d'exploitation.

Alain Laffont

## SNCFLA PRIVATISATION DÉRAILLE

Mercredi 20 mai, un accident de trains impliquant une compagnie de fret privée a rappelé la dangerosité de la privatisation.

**D**ans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai, un accident s'est produit entre deux trains de marchandises en Charente, sur la ligne Paris-Bordeaux. Le premier convoi transportait des wagons chargés de tractopelles. Le chargement s'est déplacé en cours d'acheminement et l'une des pelleteuses a heurté le train qui arrivait sur la voie contiguë. La locomotive a été fortement endommagée et le conducteur blessé. La circulation des trains sur la ligne Paris-Bordeaux a dû être interrompue une bonne partie de la journée, 30000 voyageurs subissant retards et annulations de trains. Le train de fret à l'origine de l'accident appartient à l'entreprise privée Euro Cargo Rail (ECR, filiale des chemins de fer allemands). Cherchez l'erreur! Avant même que l'enquête ait commencé, le très libéral se-

crétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, s'est empressé de déclarer: «Cela n'a pas de rapport avec la libéralisation du transport ferroviaire!» A quelques jours des élections européennes, pas question pour nos gouvernants de voir contestée l'une des mesures prises à l'unisson par la Commission européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement et les parlementaires européens... L'ouverture à la concurrence avait pour unique but de permettre à des opérateurs privés de prendre les trafics les plus rentables aux entreprises publiques historiques et de pousser à une dérégulation accentuée des conditions de travail.

En cas d'acheminement par la SNCF d'envois tels que des tractopelles, un conseiller vient vérifier si le chargement est bien calé et ne risque pas de bouger durant le transport. Lors du passage des trains dans les

gares de triage, des opérateurs appelés «reconnaisseurs» doivent vérifier si le chargement ne s'est pas déplacé. ECR applique-t-elle ces procédures de sécurité élémentaires? On est en droit de se le demander: depuis l'ouverture à la concurrence, plusieurs incidents de sécurité imputables aux entreprises privées ont eu lieu. En avril 2008, à Montauban, un train de Veolia Cargo n'a pas pu s'arrêter avant le signal d'arrêt et l'a dépassé de plus de 1200 mètres. L'essai de frein réglementaire n'avait pas été effectué avant le départ. En cause: des procédures non effectuées parce qu'il faut aller vite; une durée de formation des opérateurs plus courte qu'à la SNCF.

L'an passé, le patron de la SNCF, Guillaume Pepy, a pris prétexte de la libéralisation pour vouloir calquer les conditions de travail des conducteurs et agents de manœuvre du fret sur celles du privé. La mobili-

sation l'a contraint à revenir en arrière, mais la direction essaye de contourner le problème en créant des filiales où le statut cheminot ne s'applique pas. L'exemple de la filiale VFLL, qui assure les dessertes chez les chargeurs, est éloquent: il y a deux fois moins d'agents pour manœuvrer les wagons et le temps de travail a augmenté. Pour le NPA, pas question de jouer avec la sécurité! Dès qu'on introduit les critères de rentabilité du privé dans la circulation ferroviaire, on court le risque d'accidents. Il faut inverser la vapeur et rompre avec la logique de libéralisation et de privatisation à l'œuvre. Les candidats du NPA aux européennes se font l'écho de cette revendication qui est largement portée dans les mobilisations cheminotes.

Michel Person

## et aussi

**L'HÔPITAL, C'EST VITAL!** La Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité a tenu à Creil (Oise) sa douzième rencontre nationale, du 15 au 17 mai. La vitalité de cette association s'est manifestée par la présence de plus de 45 comités locaux, les témoignages, les prises de contact et les demandes d'adhésion. Les menaces de fermeture d'hôpitaux publics se multiplient. Au nom d'une stricte logique comptable, de nombreux établissements de proximité sont dans le collimateur des agences régionale de l'hospitalisation (ARH), au mépris des besoins de santé de la population locale. Fermetures sèches, comme à Jean-Rostand à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) ou fusions avec un plus grand établissement («mutualisation») et risque de regroupement des activités, comme à Carhaix. Dans de nombreuses villes, se sont créés des comités de défense qui, dans des configurations variées, regroupent des personnels hospitaliers, des habitants et des élus locaux, avec le soutien des syndicats et des partis. Les rencontres de Creil étaient donc placées sous le signe de la résistance au projet de loi Bachelot. La nécessité de défendre le service public, seul moyen de garantir l'accès aux soins partout et pour tous, a été réaffirmée, le mot d'ordre de retrait de la loi Bachelot ayant été confirmé et un appel adopté.



Cherbourg, le 23 mai. 200 producteurs de lait bloquent les grandes surfaces du département. (FRANCK HOULGATTE)



## RAPPORT COTIS CHIFFRER LES SALAIRES

L'intersyndicale s'est fixée pour but de préciser plus ses revendications. La question des salaires est centrale.

### LE RAPPORT COTIS

(directeur de l'Insee), commandé par Nicolas Sarkozy, sur le «partage de la valeur ajoutée, des profits et écarts de rémunérations», doit déboucher sur des décisions. Les partenaires sociaux ont jusqu'au 15 juillet pour négocier. Le 27 mai, la première séance aura lieu entre le Medef et les syndicats.

On connaît l'arnaque principale du rapport (lire TEAN du 14 mai): il n'y aurait aucun vrai problème des salaires, puisque le partage salaires-profits est stable depuis longtemps! En revanche, il y aurait de trop hauts salaires et dividendes. Selon Sarkozy, les profits (donc sans toucher aux salaires) devraient se partager en «trois tiers»: un tiers aux actionnaires, un autre aux salariés, et le troisième à l'investissement. Il s'agirait donc de verser des sortes de «dividendes» aux salariés, et non du salaire. La plupart des syndicats critiquent la méthode: «Pas de diagnostic partagé», dit la CGT. Mais, à part sur le Smic, il n'émerge pas de revendications claires. L'exigence d'une augmentation chiffrée des salaires progresse, comme en témoigne la plateforme syndicale unitaire de Haute-Loire. Jo Chapuis (CGT-Haute-Loire) argumente.

#### Quelle réflexion syndicale a débouché sur les 200 euros?

Au début de 2008, au cours d'une réunion, des camarades du secteur privé ont fait état des négociations annuelles obligatoires (NAO). La question était de savoir quelle revendication unifierait les salariés du privé, du public, mais aussi les retraités, les privés d'emploi. La revendication des 200 euros a germé, cela représentait ce qui nous a été volé ces dernières années. C'est donc une revendication très légitime. Nous l'avons portée dans un tract pour le passage du Tour de France en juillet. Cela a été bien accueilli. Les gens disaient: «Oui, c'est vrai, c'est ce qu'on nous a volé.»

#### Certains objectent que 200 euros, selon les secteurs, c'est trop élevé, ou trop peu...

Nous n'avons pas eu cette objection. Parler du Smic, c'est bien, mais cela ne suffit pas. Il y a tellement de salariés (textile, commerce) qui se sont trouvés au SMIC ces dernières années, que les 200 euros apparaissent comme faisant l'unanimité pour relancer la dynamique salariale. D'autres fédérations CGT ont repris cela, comme les retraités, le bâtiment, les organismes sociaux. Le côté unifiant, c'est que tu peux traduire 200 euros en taux horaire ou en points d'indice. Cela parle à tout le monde. Il va sans dire que cela doit être 200 euros net. La revendication avait été testée dans des luttes. Dans la métallurgie en 2008, au bout de huit jours de grève, des salariés ont obtenu 200 euros brut, d'autres un peu moins. Le 29 janvier dernier, la revendication a été reprise par toute l'intersyndicale. Il y a eu débat, mais tout le monde a convenu que cela unifiait les corps de métier.

Propos recueillis par Dominique Mezzi

## PARADIS FISCAUX. «AMNISTIE» FISCALE AUX PETITS SOINS DES RICHES

Le gouvernement a donné la possibilité à ceux qui détiennent des avoirs dans les paradis fiscaux de régulariser leur situation vis-à-vis du fisc à moindre coût. Mais peu de volontaires se sont signalés...



Le ministre du Budget, Eric Woerth, l'avait lui-même reconnu en octobre, c'est «parce que les opinions publiques sont très troublées» qu'il avait pris l'initiative d'une réunion des ministres de l'OCDE sur les paradis fiscaux. Pour les mêmes raisons, le G20, le 3 avril à Londres, a fait mine de s'attaquer à ces places off-shore, où fortunes et entreprises placent leur argent afin d'échapper au fisc de leur pays. Nouveau geste,

Eric Woerth, en présentant les nouvelles déclarations d'impôts, a lancé un appel à ceux qui possèdent de l'argent dans les paradis fiscaux pour qu'ils régularisent leur situation. «Ce n'est pas une amnistie», a-t-il précisé. Certes, mais le gouvernement a promis toute sa bienveillance aux fraudeurs: sera mise en place une cellule administrative spéciale auprès de laquelle ils pourront, dans l'anonymat, se renseigner avant de décider s'ils régularisent leur situation. Pour ce faire, il

leur suffira de s'acquitter des impôts qu'ils doivent – mais trois ans en arrière seulement pour l'impôt sur le revenu, six ans pour l'ISF –, des intérêts de retard (0,40% par mois) et de pénalités dont Eric Woerth leur a assuré qu'elles seront aménagées. Malgré ces facilités, les volontaires ne se sont pas précipités. 250 personnes se seraient informées, et une trentaine de dossiers seraient à l'étude... A l'évidence, beaucoup plus nombreux sont ceux qui ont décidé de ne pas réguli-

ser leur situation. Il est vrai que les menaces du ministre ne sont guère effrayantes. Ils se «mettraient dans des situations compliquées», a-t-il dit, en cas de contrôle dans les prochaines années. Autrement dit, ils peuvent se sentir tranquilles car ce n'est pas demain que le secret bancaire risque d'être levé.

Le montant total des sommes abritées par les paradis fiscaux s'élèverait, selon plusieurs estimations, entre 7 300 milliards et 11 500 milliards de dollars. Le G20, le 3 avril, a établi des listes de pays abritant des paradis fiscaux. C'est à bon droit que la Belgique, la Suisse ou le Luxembourg, qui figurent sur une liste «grise», ont dénoncé le fait que les îles anglo-normandes (Grande-Bretagne), les îles Vierges américaines (Etats-Unis), Chypre, Malte, Jersey ou Gibraltar ont pu figurer, elles, sur des listes «blanches». Quant à Hongkong ou Macao, elles ne figurent sur aucune liste.

D'après Alternatives économiques, les entreprises du CAC40 comptent 1 500 filiales dans les paradis fiscaux, dont 361 pour les trois banques BNP-Paribas, Crédit agricole et Société générale. Mais Woerth, interrogé à ce sujet, a déclaré: «Je ne vais pas faire haro sur les patrons, ce qui m'intéresse, c'est la fraude dans son ensemble.» Cet «ensemble» représenterait 30 à 40 milliards. Mais Woerth préfère pointer du doigt la fraude sur le RMI que s'attaquer au CAC 40. Il préfère aussi, quand il parle budget, déficit et dette, s'attaquer à la «dépense publique». «Une des priorités, a-t-il précisé, c'est de continuer à réduire les effectifs de la fonction publique, même en période de chômage.» Avec la suppression programmée de 35 000 postes dans la fonction publique, qui fera économiser à l'Etat... 956 millions d'euros!

Galia Trépère



Liechtenstein, le 12 mars. Les paradis fiscaux sont loin d'être menacés par les résolutions du G20.

(REUTERS/CHRISTIAN HARTMANN)

## et aussi



**C DANS L'AIR CONDAMNÉ.** France Télévisions, son ancien PDG (Marc Tessier) ainsi qu'un des invités de l'émission C dans l'air ont été condamnés pour incitation à la haine raciale. Cette condamnation fait suite à la diffusion (il y a quatre ans!) d'une émission dont le titre – «Délinquance: la route des Roms» – résumait le propos. Si l'invité condamné avait effectivement poussé le bouchon vraiment loin en proposant de soustraire les enfants roms à leurs familles, les autres participants n'avaient pas fait preuve de beaucoup de retenue, multipliant les déclarations sur la «dangerosité des Roms», la «criminalité ethnique», etc. A commencer par l'animateur, Yves Calvi, affirmant sans vergogne: «La multiplication des affaires de délinquance concernant les Roms est assez stupéfiante...»

**RÉGIME POLICIER.** Notre camarade Loumumba, du comité NPA Marseille, vient de subir une nouvelle tentative d'intimidation de la part de la police politique tunisienne. Sa femme et ses deux filles ont subi la semaine dernière la visite des sbires du régime, qui prétextaient chercher notre

camarade... qui a pourtant quitté la Tunisie il y a plus de quatre ans! Condamné par contumace à trois ans de prison, il a déposé une demande d'asile politique en France, en cours d'examen. Ces pressions policières sont une nouvelle preuve du durcissement du régime de Ben Ali (encore un grand ami de nos gouvernants!) à quelques mois de l'élection présidentielle.

**FERMETURE ESK.** Les 97 salariés de l'usine de céramique ESK de Bazet (Hautes-Pyrénées) sont menacés de licenciements, à la suite de la décision du groupe multinational Ceradyne de fermer le site. Le groupe justifie sa décision «par un plan de réduction des coûts pour éliminer les pertes». Comme le disent les salariés, il s'agit bien de «licenciements boursiers». Cette catastrophe sociale sans aucune justification vient malheureusement s'ajouter à une longue liste de fermetures d'entreprise et de site, qui a frappé le département depuis des années, dont Hugues-Tool (ex-Creusot Loire), Ceraver, Giat, etc. Le comité NPA propose que se crée un comité de soutien aux salariés d'ESK, à l'image du comité de soutien qui s'est formé

contre le scandaleux licenciement de trois salariés du Méridien. Avec un objectif: l'annulation des licenciements!

**PAS TOUCHE À DARCOS** On savait qu'à l'instar de Sarkozy, ses ministres en tournée n'aiment pas être confrontés à des manifestations. Nouvel épisode à La Rochelle, jeudi 21 mai, lors de la venue du ministre de l'Education, Xavier Darcos: les manifestants ont été bloqués par les forces policières, puis aspergés de gaz lacrymogènes quasiment à bout portant et, pour certains d'entre eux, jetés par terre. Un homme âgé sera pris de malaise. Venant après l'interpellation d'un gamin de 6 ans et juste avant l'annonce par le même Darcos de son projet de portique de détection dans les lycées, ces brutalités policières en disent long sur la dérive violente du pouvoir.

**et aussi**

**EUROPE ÉCOLOGIE**

SUITE DE LA PAGE 1

**PIQUE-NIQUE PERTURBÉ.**

Samedi 23 mai, avec les comités NPA de Rouen, Christine Poupin (tête de liste aux élections européennes dans la circonscription Nord-Ouest) a participé à un «grignotage symbolique» au centre Leclerc de Saint-Sever (Calvados), pour dénoncer les marges bénéficiaires de la grande distribution. Alors que les participants offraient symboliquement des aliments et des fleurs aux clients qui accueillent cette initiative avec sympathie, les vigiles ont brutalement expulsé les pique-niqueurs pacifiques en les molestant violemment. Au moment du départ, ceux-ci ont été encerclés par la police et soumis à un contrôle d'identité. Quelques-uns, dont Christine, ont été «entendus» dans le cadre d'une procédure en flagrant délit. Inutile: on continuera à dénoncer

les marges scandaleuses et intolérables de la grande distribution faites sur le dos de ses salariés, des consommateurs et des producteurs. Ces marges sont révoltantes, comme en témoignent les manifestations actuelles des producteurs de lait. Ainsi, la grande distribution contribue à la misère des familles et à celle des paysans et petits producteurs. Et quand la résistance s'organise pour la dénoncer, elle n'hésite pas à réagir violemment...

**ARNAQUE À LA DÉMOCRATIE.**

C'est bien ce que constitue la campagne officielle audiovisuelle pour les élections européennes, tellement sont outrageusement avantagés les partis institutionnels. Ainsi, les six groupes parlementaires (Assemblée nationale ou Sénat) disposeront de deux heures, alors

que les dix-sept autres listes se présentant dans au moins cinq circonscriptions devront se répartir une seule heure. Cette prime aux partis représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat est d'autant moins légitime que les enjeux politiques du scrutin européen ne recourent pas forcément les clivages politiques nationaux. Ni la représentativité: on se souvient qu'en 2005, plus de 85% des parlementaires français étaient favorables à la Constitution européenne, rejetée par 55% de sélecteurs! A l'injustice, s'ajoute la farce: deux groupes (PRG et Nouveau Centre) ne présentent pas de listes autonomes, mais disposent d'un confortable temps d'antenne, permettant ainsi à l'UMP et au PS de doubler leur temps!

Mais, derrière ce spectacle, il y a bien une réalité: la compétition entre deux courants politiques, d'autant plus farouche qu'ils ont en commun de nombreuses conceptions politiques (libéralisme tempéré et culte de l'Union européenne comme remède à tous les maux, par exemple), un même «cœur de cible» électoral (les catégories socioprofessionnelles diplômées supérieures et qu'ils se disputent le même terrain politique: être, demain, le concurrent et partenaire privilégié du parti socialiste.

En forçant les Verts qui étaient assez largement en perte de vitesse à s'insérer - voire à se diluer... - dans une coalition sensiblement plus large, allant des écologistes les plus «environnementalistes» à José Bové, en passant par Eva Joly, l'icône de la lutte contre la corruption, Daniel Cohn-Bendit semble avoir réussi son pari: liquider ce qui, chez les Verts, pouvait subsister d'aspirations subversives et de culture mouvementiste, au profit d'une stratégie strictement institutionnelle. Et, forcément, quand l'idée d'un autre système que le système capitaliste devient «hors champs» et que la seule préoccupation est de dégager des majorités parlementaires transcendant les «clivages politiques», alors, très vite, on en rabat sur ses revendications et ses ambitions, même dans les domaines que l'on prétend incarner.

Ainsi, les Verts français et européens se réjouissent du «paquet climat» et de l'objectif de réduction de 20% de l'émission des gaz à effet de serre, alors qu'il s'agit là d'un objectif très insuffisant, tant pour les scientifiques que pour les écologistes de terrain. Et que dire des nombreuses déclarations de Cohn-Bendit en faveur de la dérégulation de l'énergie et la fin du monopole public d'EDF, sous prétexte que cela créerait de meilleures conditions pour une sortie du nucléaire? Alors que cela n'aura pour unique conséquence que de confier le nucléaire au secteur privé... S'agissant d'élections européennes, on retiendra aussi que les listes Europe Ecologie (comme d'ailleurs les listes socialistes), regroupant anciens partisans et adversaires du traité constitutionnel européen, en acceptent totalement le cadre antidémocratique et néolibéral. Comment ensuite s'étonner que Cohn-Bendit s'en prenne aux Verts italiens, coupables à ses yeux de ne s'intéresser qu'à la gauche, campant ainsi dans une hostilité excessive vis-à-vis de Berlusconi?

François Coustal



Reims, le 15 novembre 2008. Première secrétaire du PS, Martine Aubry, se targue maintenant d'être la «première proposante»... (JMB)

**PARTI SOCIALISTE DANS LA NASSE**

Le Parti socialiste est annoncé en difficulté aux prochaines élections européennes. Les sondages le ramènent peu à peu vers la barre des 20%.

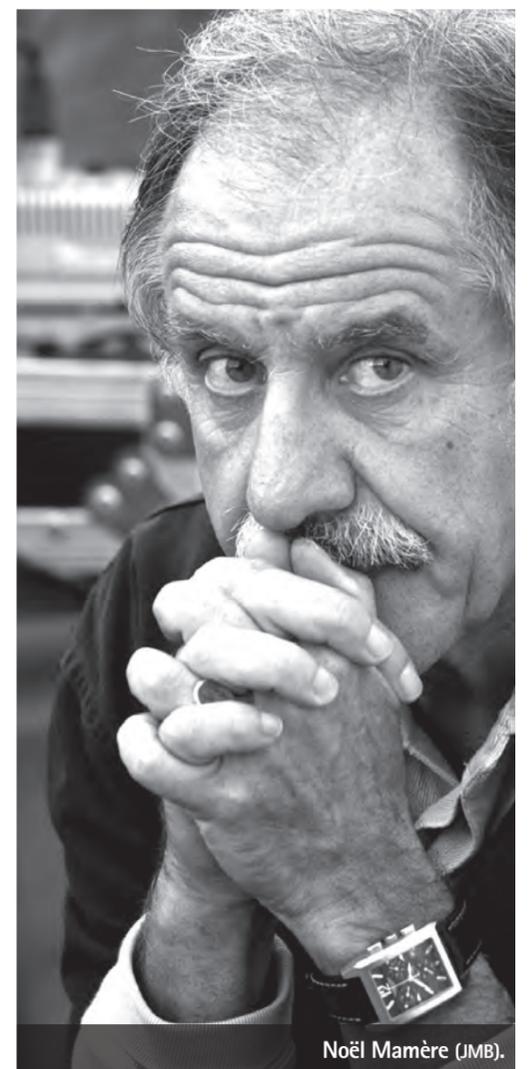
**L**e Parti socialiste dirige la quasi-totalité des régions, une majorité de départements et presque toutes les grandes villes. Surtout, alors même que le pays traverse la plus grave crise économique depuis des décennies, le PS ne parvient pas à apparaître comme un recours. Non pas pour incarner une quelconque alternative, cela fait bien longtemps que plus personne ne le pense, mais il est même incapable de représenter une solution institutionnelle de rechange à l'UMP de Sarkozy. Une première explication apportée par Manuel Valls, le 24 mai, mérite attention: «Je fais partie de ceux qui considèrent que le PS s'est trop opposé.» A défaut de s'opposer, il faut au moins reconnaître une certaine capacité au député-maire d'Evry à oser dire

n'importe quoi. Prudemment, la dépêche AFP reprenant cette intéressante citation s'abstenait de produire un quelconque exemple d'opposition. Mais cette curieuse approche, pour un dirigeant du principal parti d'opposition (enfin en principe), n'est pas isolée. Elle a été largement reprise à son compte par la première secrétaire, Martine Aubry. Sans doute lassée d'être devancée dans l'opposition à Nicolas Sarkozy par Olivier Besancenot ou François Bayrou, la voilà elle aussi partisane des néologismes, avec un statut autoproclamé de «première proposante». La seconde explication, moins charitable, consisterait à reconnaître, en particulier en matière de construction européenne, que le Parti socialiste ne défend pas un projet différent de l'UMP sur le fond. Sans remonter jusqu'au Traité de Rome, des accords

de Maastricht, en passant par le traité constitutionnel européen, ou dernièrement le traité de Lisbonne, les socialistes européens approuvent. Un petit malin s'est amusé à décortiquer les votes au Parlement européen dans la dernière période. Sur plus de 500 textes, le groupe socialiste et celui du PPE (auquel appartient l'UMP) ont voté en commun dans 97% des cas. On comprend mieux alors la difficulté, pour le Parti socialiste, à se démarquer un tant soit peu de l'UMP sur les questions européennes. Alors, que nous suggère «la première proposante»? Eh bien, comme à chaque fois, le Parti socialiste refait le coup du vote utile. «Tout ça pour ça», a-t-on envie de dire. Et Martine Aubry de déclarer qu'il ne sert à rien de voter pour des listes qui ne recueilleront que 7 à 8%, car elles auront peu d'élus. Notons au passage que

ce brillant raisonnement permet tout de même le vote Modem, éventuellement le vote pour la liste des Verts. Une nouvelle fois, il s'agit de culpabiliser l'électorat de gauche, mais aussi de tenter de marginaliser les partis comme le NPA qui, demain, sauraient faire payer toute alliance du PS avec François Bayrou. Mais il n'est pas sûr que cela fonctionne à chaque fois. Il reste quelques jours de campagne, pour convaincre que le vrai vote utile est celui en rupture avec la construction européenne actuelle, en rupture avec un système capitaliste qui précipite des millions de salariés dans la précarité et le chômage dans toute l'Europe. Définitivement, «ce n'est pas à nous de payer leur crise».

Guillaume Liégard



Noël Mamère (JMB).

La construction européenne, orchestrée hors de tout contrôle par une minorité dans le but de satisfaire les plus puissants, n'a rien à voir avec ce que le NPA défend.

# POUR UNE EUROPE ET DE L'ÉGALITÉ

**LES PRINCIPAUX** partis politiques – UMP, PS, Modem, Verts – partagent un soutien inconditionnel à l'Union européenne et aux différents traités qui l'ont constituée. Ils s'évertuent à la présenter comme un havre de paix, de démocratie et de protection, dans un univers dangereux et violent. Cette rhétorique leur permet d'occulter une caractéristique pour le moins gênante de la « construction européenne » à laquelle ils ont tous contribué : l'absence totale de démocratie et d'implication des populations concernées. Depuis 50 ans, « leur » Europe a été le domaine réservé d'une petite élite, qui a tout décidé sans l'assentiment des peuples, voire contre leur volonté. Quand le peuple danois a voté « non », il a dû voter jusqu'à ce que la réponse satisfasse les maîtres de l'Europe. Lorsque, en 2005, les peuples

français et hollandais ont rejeté massivement le traité constitutionnel européen, les gouvernements ont décidé de ne pas en tenir compte et de faire adopter par des Parlements conquis d'avance le traité de Lisbonne. Quant au peuple irlandais, le seul à avoir eu le droit de donner son avis, lui aussi devra revoter jusqu'à ce qu'il se soumette...

Pourquoi un tel viol permanent de la démocratie et de la souveraineté populaire? Leur Europe est bien loin de l'image idyllique qu'ils veulent en donner: construite dans l'intérêt des classes dominantes, des groupes multinationaux, des banquiers et des actionnaires, elle est fondée sur la recherche du profit privé et l'accroissement des inégalités. A l'inverse, le NPA et les anticapitalistes européens tracent la perspective d'une Europe démocratique, de la fin des discriminations et de l'égalité des droits.

## FEMMES

### POUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Le rattrapage salarial pour les femmes est une nécessité, les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistant. La tolérance envers ces inégalités n'a que trop duré. La loi établissant l'égalité salariale entre hommes et femmes figurait déjà dans le Traité de Rome de 1957 instaurant la Communauté européenne. 50 ans plus tard, ces inégalités sont encore de 20 à 35% selon les pays. Une part de cet écart salarial relève de la pure discrimination. Le NPA exige l'égalité salariale, tout de suite, en exigeant un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités. L'instauration d'un salaire minimum européen serait particulièrement bénéfique pour les femmes qui, partout, sont majoritaires parmi les plus bas salaires. Ce Smic européen peut être formulé en tenant compte des différences de niveau de vie et pouvoir d'achat de chaque pays, en relation avec le PIB par habitant. Par ailleurs, la division sexiste des tâches fait reposer sur les femmes l'éducation et la garde des enfants, ainsi que la prise en charge des personnes âgées. Les services publics, dans ces domaines, sont remis en cause par les politiques de l'Union européenne en les soumettant à « la concurrence libre et non faussée ». Nous exigeons le développement des services publics de la petite enfance et de soins aux personnes âgées et dépendantes. Nous exigeons aussi un statut autonome pour les femmes immigrées et le droit d'asile politique pour les victimes de persécutions sexistes; l'attribution de droits propres en remplacement des droits liés au statut « matrimonial » pour l'accès à la protection sociale; la représentation égalitaire dans les fonctions élues et dans les instances décisionnelles; la séparation totale des structures religieuses et des Etats.

## CHOISIR

### FEMMES, LE DROIT DE CHOISIR

La législation concernant l'avortement est très inégale en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte et très limité en Italie et au Portugal. Depuis la mobilisation contre le traité constitutionnel européen (TCE), plusieurs pays ont révisé ou révisent leur législation: l'Italie remet en cause le droit à l'avortement, tandis que le Portugal a dépenalisé l'avortement et qu'en Espagne, un avant-projet de loi de légalisation de l'avortement vient d'être déposé. Le NPA exige le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. Concernant les violences faites aux femmes, il y a urgence: en France, trois femmes meurent par semaine sous les coups de leur conjoint ou de leur ex-conjoint. Partout en Europe, c'est le même constat, les violences faites aux femmes ne sont pas réellement prises en compte. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions: prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement.

## HANDICAPÉS

### DES DROITS POUR LES HANDICAPÉS

L'Union européenne compte près de 40 millions de personnes en situation de handicap (15% de la population). Beaucoup d'entre elles vivent dans la misère, sous le seuil de pauvreté ou ne survivent que grâce aux solidarités familiales. L'UE vote des directives contre les discriminations... mais, en même temps, elle les vide de tout contenu concret, du fait des restrictions touchant les services publics et la protection sociale. Le NPA défend les droits fondamentaux des handicapés, en France et en Europe: droit au travail et suppression des ghettos pour travailleurs handicapés, par leur intégration dans les collectifs de travail ordinaires; droit à un revenu décent au moins égal au Smic; droit à l'éducation pour tous les enfants (c'est à l'école de s'adapter!); droit à la santé grâce à la gratuité des soins; financement public et mise en œuvre d'une politique d'accessibilité des transports, des bâtiments, des lieux de travail.



**NPA-EUROPEENNES2009.ORG**

# EUROPE DES LIBERTÉS ÉGALITÉ DES DROITS

## SANS-PAPIERS

### DES PAPIERS POUR TOUS

L'Union européenne est une véritable forteresse. Partout, à la fois au niveau européen et dans chaque pays, les lois anti-immigrés sont durcies au nom de la «gestion concertée des flux migratoires», qui ne vise pas en fait à limiter l'immigration mais plutôt à transformer les immigrés en immigrés clandestins, plus facilement exploitables par les capitalistes européens. Parmi les mesures extrêmes qui découlent de cette politique, il y a un an, le Parlement européen a adopté la «directive de la honte», qui permet désormais de garder les sans-papiers en centre de rétention pendant dix-huit mois! A l'opposé de cette Europe de la fermeture, du racisme et de la xénophobie d'Etat, le NPA défend le principe de la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des camps de rétention, la liberté de circulation et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote des immigrés à toutes les élections et, plus généralement, l'égalité des droits.

## HOMOS

### CONTRE L'HOMOPHOBIE

27 ans après la dépénalisation de l'homosexualité, le combat pour l'égalité est toujours à l'ordre du jour. Même si l'homophobie et la transphobie sont, en règle générale, reconnues comme des discriminations dans les différents pays de l'UE, se découvrir lesbienne, gay, bi, trans ou intersexe (LGBTI), demeure une épreuve souvent douloureuse. Le NPA revendique l'égalité totale des droits entre homos et hétéros: égalité des droits attachés aux différents statuts fiscaux (mariage, pacs, concubinage, célibat); adoption d'une directive-cadre sur le mariage, la filiation, la procréation médicalement assistée; le droit à disposer de son corps et la facilitation du changement d'état civil. Le NPA propose également une prise en charge publique dynamique de la lutte contre les discriminations, notamment dans le cadre de l'institution scolaire ainsi que la création et le financement public de structures d'accueil, d'écoute et d'assistance pour les victimes de préjugés envers lesbiennes, homosexuels, bisexuels, transsexuels et intersexes, structures impliquant les associations LGBTI dans leur animation.



## JEUNES

### UN AVENIR POUR LES JEUNES

Les jeunes sont touchés encore plus violemment par les conséquences de la crise: chômage - le chômage des jeunes atteint 15% dans l'UE et 19% en France -, précarité et bas salaires (les salaires des jeunes sont, en moyenne, inférieurs de 40% à ceux des salariés plus âgés). De plus, ils n'ont pas accès aux minima sociaux. Résultat: en France, 100 000 jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté; en Grèce, il y a quelques mois, la «génération 700 euros» est entrée massivement en résistance, lors d'un soulèvement historique. Face à cette situation, qui met en accusation un système incapable d'offrir un avenir à la jeunesse, le NPA revendique le CDI (contrat à durée indéterminée) pour tous et toutes y compris les jeunes, une augmentation de 300 euros de tous les revenus et aucun salaire mensuel inférieur à 1500 euros net, une allocation d'autonomie (à hauteur du Smic) pour tous les jeunes, afin qu'ils puissent étudier, se former, prendre leur autonomie.

## LIBERTÉS

### UNE EUROPE DES LIBERTÉS

Depuis le 11 septembre 2001, l'UE et l'ensemble des pays européens ont multiplié les mesures sécuritaires et répressives, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. En particulier, le «mandat d'arrêt européen» se substitue aux accords d'extradition entre Etats et facilite la chasse aux opposants politiques, sans possibilité de recours et respect des droits de la défense. Plus généralement, suivant fidèlement la politique des Etats-Unis, y compris en collaborant avec les activités illégales de la CIA, l'UE a adopté toute une série de dispositions visant à criminaliser les mouvements de résistance et les mouvements sociaux. Contre cette Europe des flics et de la répression, le NPA revendique l'abrogation du mandat d'arrêt européen et la restauration des libertés publiques et individuelles.



## AMÉRIQUE DU SUD PRESSION EUROPÉENNE

*L'Union européenne tente d'obtenir un traité de libre commerce avec les pays andins.*

**DEPUIS** 2003, l'Union européenne met la pression sur les pays andins pour conclure un traité de libre commerce (TLC). Le projet bénéficierait principalement aux multinationales européennes et amènerait la privatisation de la santé, de l'éducation, des services publics et de l'agriculture. La région ne constitue pas une priorité commerciale pour l'Union européenne ou ses Etats membres (à l'exception notable de l'Espagne), pas plus que la conclusion d'un tel traité ne s'avère indispensable et urgente, vu l'empressement des gouvernements colombien et péruvien, depuis vingt ans, à convertir leur pays en paradis pour les multinationales et en enfer social pour les travailleurs. La stratégie, globale, vise à obtenir pays par pays ce qui a été rejeté au niveau multilatéral au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec l'échec des pourparlers sur la libéralisation des échanges. Si l'on considère l'insistance européenne à étendre sur une très longue durée les brevets sur les médicaments, il s'agit même d'aller beaucoup plus loin que l'OMC. Déjà marquées par les expériences néolibérales, les organisations populaires andines rejettent massivement les TLC; elles attendent un sursaut du mouvement ouvrier européen, en particulier des syndicats. Ces traités illégitimes, impérialistes et néocoloniaux, signés en catimini, ne bénéficieront ni aux peuples andins ni aux peuples européens. Le monde indigène, mobilisé avec la Coordination andine des organisations indigènes, se sent particulièrement agressé par la perspective d'une accélération de l'exploitation des matières premières, qui détruit déjà ses structures sociales et l'environnement. Au Pérou, depuis la mi-avril une grève nationale indigène très suivie demande aussi l'abrogation des TLC déjà signés. Au Mexique et au Chili, dans les années 1990, les syndicats étaient divisés face aux premiers accords avec l'Europe. Mais aujourd'hui, en Colombie, les quatre centrales syndicales mènent actuellement une campagne unitaire très offensive, de même que le solide réseau d'organisations Recalca. Dès 2008, le gouvernement bolivien se retirait, refusant la privatisation des ressources naturelles et des services essentiels pour la population. Le gouvernement équatorien vient de suivre, avec une posture moins claire - sans l'accord global initialement prévu sur la coopération et le dialogue politique, il ne signera pas un TLC. La multiplication de ces traités vient évidemment nuire aux projets d'intégration régionale comme l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, initiée par Cuba et le Venezuela. Elle a déjà hypothéqué l'avenir du marché commun de la Communauté andine des nations. Elle vise également à ancrer et amplifier ce modèle destructeur en Europe. Une campagne commune s'impose donc.

Ana Maria Duarte

## ROYAUME-UNIS SCANDALE À WESTMINSTER

*De nombreux députés et membres du gouvernement sont éclaboussés par le scandale des notes de frais. Une affaire qui risque de favoriser le populisme d'extrême droite.*

L'ensemble de la classe politique du Royaume-Uni est profondément secoué par l'affaire des notes de frais, l'un des plus importants scandales qu'ait connus le pays depuis de nombreuses années. Et pour cause: certains députés se sont fait rembourser des prêts immobiliers, l'entretien de leur résidence secondaire ou encore la location de vidéos pornographiques... Un député s'est fait rembourser une île pour canards (1870 euros), aménagée dans le bassin de son jardin; un autre le nettoyage des douves de son manoir du XIII<sup>e</sup> siècle (2500 euros); une ancienne ministre des Transports les dégâts des eaux dans sa maison (plusieurs milliers d'euros)... Le scandale atteint même le Premier ministre, Gordon Brown (travailliste), qui a versé, avant d'entrer en fonction, 7200 euros à son frère pour frais

de ménage. Plusieurs ministres de son gouvernement sont également concernés. Des dizaines d'élus ont dû présenter leurs excuses et promettre de rendre plus de 140000 euros de frais sans liens directs avec leur mandat. Mais la crise politique est telle que, mardi 19 mai, Michael Martin, le «speaker» de la Chambre des communes (l'équivalent du président de l'Assemblée nationale), a annoncé qu'il démissionnait à compter du 21 juin, pour s'être fait rembourser les 4000 euros de taxi que sa femme avait déboursés pour faire du shopping. Une première depuis 300 ans! En fait, la grande majorité de ces notes de frais sont légales, les députés anglais pouvant se faire rembourser jusqu'à 27256 euros par an au titre de l'allocation pour résidence secondaire. Même si c'est sans commune mesure avec les milliards dilapidés pour sauver les

banques, ces dépenses déconcertent la population, qui paye la note au final.

Gordon Brown peut promettre plus de transparence, il n'en demeure pas moins extrêmement affaibli. D'autant que deux Lords (sénateurs) travaillistes, reconnus coupables de trafic d'influence, ont été suspendus de leur fonction (ils avaient accepté de voter des amendements en échange de rémunération allant de 27000 à 136000 euros par an). Face au Premier ministre, au plus bas dans les sondages, les gesticulations du conservateur David Cameron sont pitoyables: il demande aux députés de son camp de rembourser l'argent s'ils sont pris la main dans le sac!

A quelques jours des élections européennes, les grands partis institutionnels peuvent payer les conséquences de ces dépenses abusives, de cette corruption et de cette inconséquence politique.

Des millions de votes peuvent se transformer en votes sanction. Mais la gauche de gauche risque de ne pas en profiter. Respect ne se présentant pas, seule la liste NO2EU («Non à l'Union européenne») affiche un profil antilibéral. La majeure partie du vote «contestataire» pourrait donc bien aller au BNP (ultranationaliste) et à l'UKIP (souverainiste), redynamisant ainsi le populisme antipolitique de droite. Il est plus que jamais nécessaire de refonder les règles du Parlement, grâce à une assemblée populaire, d'abolir la chambre des Lords (toujours non élue) et d'instaurer la révocabilité des députés, qui doivent être élus à la proportionnelle.

Thomas Mitch

1. Liste soutenue par le RMT (syndicat des cheminots), le Parti communiste et le Socialist Party (IV<sup>e</sup> Internationale), qui dénonce les privatisations et le manque de démocratie dans l'Union européenne.

### DEMISSION DE MICHAEL MARTIN

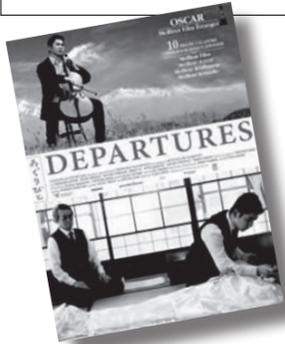


## et aussi

**GRÈCE.** Une manifestation raciste a eu lieu, le 16 mai, pour essayer de chasser du centre d'Athènes des immigrés installés dans des immeubles vides: à cette occasion, on a pu voir agir ensemble les flics et une bande de néonazis. Face à eux, les militants des regroupements Antarsya et Syriza avaient mobilisé en défense des immigrés. Parallèlement, lors d'une descente policière quotidienne dans les endroits fréquentés par des immigrés, un flic s'en est pris au Coran d'un des hommes présents, provoquant ainsi la colère de centaines d'immigrés du Pakistan ou d'Afghanistan vivant dans le pays. Les télé ont inondé les écrans des images de ces «musulmans» manifestant leur colère dans les rues d'Athènes, avec pierres qui volent et vitrines brisées. La manœuvre est immonde: tenter de faire passer les questions liées au déplorable accueil en Grèce des réfugiés en question religieuse, dans un pays où le christianisme orthodoxe reste religion d'Etat... Face à cela, c'est l'ensemble de la gauche et du mouvement ouvrier qui doit défendre dans l'unité les droits des immigrés.

**ARGENTINE.** Mardi 26 mai, le Parlement de la province de Neuquen a engagé le processus d'expropriation des anciens propriétaires de la fabrique de céramique Zanon (Fasinpat), qui doit légaliser son autogestion ouvrière. Les ouvriers, soutenus par les partis de gauche, les Mères de la place de Mai, des syndicats étudiants et d'enseignants de l'université et la communauté Mapuche ont remis en route la production après la fermeture de l'usine, en 2001. Les anciens propriétaires avaient pillé les ressources de l'entreprise en organisant l'évasion fiscale et en détournant des subventions de la province. Fasinpat est passée de 80 à 400 salariés et a généré des milliers d'emplois indirects: carrières, transports par camions et camionnettes, fabrication de caisses d'emballage et fourniture de tous les matériaux de base. Les salariés continuent à militer pour une étatisation sous contrôle ouvrier en considérant le statut de coopérative, soumis à la concurrence et à la loi du marché, comme une étape intermédiaire.

**ALLEMAGNE.** Sous la pression du succès des manifestations du 28 mars organisées par la gauche syndicale et la gauche du mouvement social, la confédération DGB avait appelé à manifester à Berlin, le 16 mai, sans réellement mobiliser. Ce manque d'allant de la bureaucratie s'est ressenti tout au long de la manifestation, qui a toutefois réuni 100000 personnes: peu de mots d'ordre combatifs, un cortège «traîne-savates», une grande banderole au titre consensuel («Combattre la crise, faire pression, vers un pacte social européen»), sous laquelle se regroupaient le président du DGB, le chef de file du SPD et diverses personnalités des Verts. La gauche syndicale n'a pas été en mesure de rassembler une partie significative de la manifestation autour de ses mots d'ordre: revenu minimum de 500 euros, 30 heures hebdomadaires maximum, salaire horaire minimal de 10 euros. C'est néanmoins un premier pas pour la contre-offensive.



**CINÉMA**  
**DEPARTURES/Takita Yojiro**

Le film a eu l'Oscar du meilleur film étranger l'an dernier. L'histoire en est originale : un musicien au chômage, pour gagner sa vie, apprend et exerce le métier de préparateur de cadavres. Il s'agit de nettoyer, maquiller, apprêter le corps, devant la famille, selon certains rites (qui sont œcuméniques et s'adaptent à toutes les religions) avant la mise en bière. L'apprentissage et les diverses expériences donnent lieu à des épisodes très drôles, très cyniques, et on se dit que l'Oscar était bien mérité. Mais, à la moitié du film, le ton change, devient sentimental et pathétique, l'ironie a disparu. Dommage.

**Paul Louis Thirard**



**CINÉMA**  
**ETREINTES BRISÉES/Pedro Almodovar**

Le dernier film de Pedro Almodovar est une histoire d'amours, au pluriel. D'amour passionné, d'amour disparu, d'amour de parents, de leurs enfants, de manque d'amour aussi, et de ses corollaires que sont la jalousie, la souffrance et la vengeance. C'est un drame. Un drame réussi, triste, émouvant, complet. On rit parfois aussi, quand le réalisateur s'amuse à se parodier au travers de Matéo, cinéaste devenu aveugle, et autour des souvenirs duquel tourne l'intrigue. C'est enfin une réflexion sur le cinéma lui-même que propose en sous-main Almodovar. Ici, les films sont des prétextes, des objets que l'on manipule pour dire ou expier ses sentiments. Des sentiments finalement omniprésents, et dont il nous rappelle ici qu'au-delà de tout matérialisme, ce sont eux aussi qui guident nos vies.

**Aurélien Smirnoff**



**MUSIQUE CLASSIQUE**  
**REINKEN, BUXTEHUDE/**  
**La rêveuse**

Dietrich Buxtehude (1637-1707) fut le plus grand maître de l'orgue en Allemagne avant Bach. Auteur de cantates, de chorals, de pièces symphoniques et surtout, évidemment, d'œuvres pour orgue, Buxtehude composa 21 sonates en trio. Benjamin Perrot à la tête de son ensemble La Réveuse, spécialisé dans la musique du XVII<sup>e</sup> siècle, vient d'enregistrer trois sonates qui font exception, puisqu'elles requièrent un quatuor. Au même programme, l'ensemble de musique de chambre a inscrit des œuvres d'un proche de Buxtehude, Johann Adam Reinken (1637-1722). Sous le titre *Hortus Musicus* («Jardin musical»), Reinken publie en 1687 six sonates en trio pour viole de gambe. La Réveuse donne les sonates I et IV, deux pièces qui prouvent que Reinken mériterait d'être mieux connu (1 CD, Mirare. MIR 074).

**Coda**



**SPECTACLES**  
**SI J'AVAIS SU, J'Y SERAIS**  
**ALLE!/Compagnie Jolie Môme**

Au mois de juin, la compagnie Jolie Môme sillonnera les routes de France (toutes les dates sur [cie-joliemome.org](http://cie-joliemome.org)) avec deux spectacles. *Ya Basta* nous plonge dans un drôle de cabaret... militant. Les chansons évoquent les batailles d'hier, les luttes actuelles, les combats de demain. Sur fond de crise écologique, capitaliste, *Gaïa et Prométhée* revisite la mythologie grecque. Il faut sauver Prométhée. Gaïa, la terre-mère, dont le corps meurtri par les hommes part en lambeaux, en est tombée amoureuse. Mais avons-nous encore le temps? La compagnie Jolie Môme nous donne la preuve qu'avec peu de moyens mais des idées on peut faire des spectacles de qualité. Les artistes jouent la comédie, chantent, dansent. Ces spectacles s'adressent aux enfants comme aux parents et l'on se prend à réfléchir à l'idée de culture populaire!

**Linda Sehili**



**loppi.numerama.com/**

Loppsi, c'est la nouvelle loi d'orientation et de programmation pour la performance et de sécurité intérieure. Cela vous fait peur? Nous aussi. Prévoyant notamment le filtrage du Net au niveau des FAI et l'installation de mouchards sur les ordinateurs, cette loi est à surveiller de près. Numerama propose ainsi une page spéciale permettant à tous les internautes de suivre les développements, jusqu'aux débats parlementaires.

**www.europe-solidaire.org/**

Vous rêvez d'une autre Europe? ESSF est une association de solidarité internationale qui veut faire de son site un outil utile à toutes celles et tous ceux qui luttent pour un monde solidaire. Balayant une multitude de questions, ce site présente une information militante sur de nombreuses luttes et campagnes, des articles de fond, des éléments de débats et des documents divers.

**http://infopolitique.free.fr/**

Pas envie de passer des heures sur Internet pour vous informer? Allez donc visiter ce site d'information et d'actualité sur la politique française. Les news quotidiennes, relayées par les journaux et les institutions, les partis ou les personnalités politiques, sont classées pour que d'un seul coup d'œil, vous puissiez comparer les différentes façons de traiter l'actu!

## BESANCENOT ET CELANESE RETOUR SUR UNE MANIPULATION

*Un faux employé de Celanese et vrai adhérent du PS a interpellé Olivier Besancenot, lors d'une manifestation à Paris. Sous l'œil complice des caméras...*

**U** Olivier Besancenot est venu, mardi 19 mai, apporter son soutien et celui du NPA aux ouvriers de Celanese (chimie), qui avaient fait le voyage du Béarn jusqu'à Paris pour manifester devant l'Assemblée nationale contre le plan de licenciements dont ils sont l'objet. Invité par la CGT et bien accueilli par les salariés, il s'est vu «alpaguer» par un individu, que l'ensemble des journalistes ayant fait de cette «altercation» un «événement médiatique» ont présenté comme un ouvrier de Celanese. Il s'agissait en fait, on le sait maintenant, d'un militant socialiste qui n'est pas salarié de l'entreprise. Bien évidemment, cette «affaire» a essentiellement un caractère politique. A la traîne dans les sondages d'opinion (qui lui importent bien davantage que de définir une politique juste pour des millions de travailleurs), le PS tente – par une manœuvre pathétique – de délégitimer ce qu'il semble considérer comme un adversaire important, le NPA.

Ce qui doit nous intéresser dans cette «affaire», c'est l'extrême célérité avec laquelle les grands médias ont relayé cette combine pathétique, et la manière dont ils ont présenté et relaté les faits. De France 2 à i-Télé en passant par *Le Figaro* (dont on n'attendait pas autre chose), tous ces médias présentent – sans vérification, par exemple auprès de l'intersyndicale ou des salariés eux-mêmes – le militant socialiste (coaché par une conseillère municipale PS de Pau) comme un ouvrier de Celanese<sup>1</sup>. Bien entendu, aucun de ces médias n'a pris la peine d'informer ses téléspectateurs ou ses lecteurs – le lendemain, lorsqu'est paru le communiqué de la section CGT de l'usine, condamnant la manipulation – qu'il ne s'agissait pas d'un salarié en colère contre Olivier Besancenot, mais bien d'un militant PS en désaccord avec les choix politiques du NPA. Comment se fait-il que les médias dominants, qui disposent d'un pouvoir de consécration et de stigmatisation dont ils aiment à croire qu'il est infini, ne sont jamais contraints de répondre de leurs prises de position, notamment lorsque leur traitement de l'actualité révèle des erreurs – pour ne pas dire des mensonges – aussi manifestes?

Un autre «enseignement» de cette histoire doit être relevé, à l'attention de ceux, notamment du côté du PS ou du PCF, qui font d'Olivier Besancenot le «jouet de Sarkozy» ou le «chouchou» des médias. Cela fait des mois que ces derniers, par la voix de leurs intervieweurs et éditorialistes «vedettes», ont pris pour cible le NPA. Souvenons-nous d'Arlette Chabot enjoignant Olivier Besancenot, lors d'une émission sur la crise, de s'excuser auprès de Mme Besse pour les actes commis par Action directe. Rappelons-nous comment Jean-Michel Apathie (RTL) et Thierry Guerrier (France 5) ont très



(FRANCK HOULGATTE)

récemment accusé le même Besancenot de «violence», parce que celui-ci avait traité de «chiens» des patrons licencieurs qui mentaient à leurs salariés depuis des mois (ceux de Caterpillar en l'occurrence). Gardons enfin en mémoire la campagne médiatico-politique qui a pris pour cible l'extrême gauche<sup>2</sup>, aussi bien LO que le NPA d'ailleurs, les accusant de manipuler en sous-main les travailleurs qui se révoltent contre le sort qui leur est fait (comme si ces derniers étaient incapables de s'organiser eux-mêmes).

**Léo Carvalho**

1. Michel Mompontet a finalement démonté la manipulation du PS dans la séquence «Mon œil», qu'il réalise pour «Le samedi 13h15» de France 2.  
2. Lire [www.acrimed.org/article3141.html](http://www.acrimed.org/article3141.html)



**LA NOUVELLE GUERRE MÉDIATIQUE ISRAËLIENNE**  
DENIS SIEFFERT

LA DÉCOUVERTE  
149 PAGES  
11,50 EUROS



l'essai



**TOUT LE MONDE** a encore

en tête les images de l'offensive israélienne contre Gaza, du 27 décembre au 17 janvier derniers, avec son lot d'horreurs et de victimes innocentes. Il y en aura près de 1300, dont des centaines d'enfants, sans compter ces milliers de blessés et de vies brisées par les bombardements. Si ce massacre a finalement conduit à une défaite politique de l'Etat d'Israël, il s'est déroulé dans le cadre d'une guerre médiatique savamment orchestrée, dont la seule fin est de gagner la bataille de l'opinion – ou du moins, d'avoir le maximum d'impact sur elle.

C'est ce que montre Denis Sieffert, en décryptant avec minutie les différents mensonges qui servent la cause de l'Etat israélien. D'abord, sur l'origine des événements. Car d'Israël ripostant aux tirs de roquettes du Hamas s'abattant sur les villes de Sderot et Ashkelon, il n'est rien : c'est bien Israël qui a rompu la trêve en vigueur depuis juin 2008 et assassiné sept Palestiniens, le Hamas répliquant par des tirs de roquettes. Un enchaînement factuel simple, mais que radios, télé et presse ont embrouillé au point – au mieux – de rendre Israël et le Hamas coresponsables des événements.

Sieffert démonte également les autres poncifs de la propagande israélienne – du retrait israélien unilatéral de la Bande de Gaza (prétendument pacifique) au Hamas présenté comme une organisation purement religieuse et manipulée par l'Iran (pour enlever toute légitimité nationale), en passant par la victimisation d'Israël ou encore la mise en scène des prétendus pacifistes israéliens.

Tous ces éléments de désinformation – dont les instruments sont passés au crible – participent à la théorie néoconservatrice du « choc des civilisations », qui « déterritorialise » le conflit israélo-palestinien pour le réduire à la lutte de l'« Occident » contre le terrorisme.

Thomas Mitch

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS  
**LA NÉCESSAIRE COORDINATION**

Jeudi 28 mai, le PCF devait présenter un texte à l'Assemblée nationale interdisant les licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes. Une proposition qui doit s'accompagner de perspectives pour les luttes.



La proposition de loi de « mesures d'urgence » avancée par le PCF va dans le bon sens. Elle va dans le sens d'un refus de la fatalité des licenciements. Elle fait écho à ces luttes sociales délaissées, isolées. Elle propose en effet de « déclarer illégaux les licenciements économiques effectués dans des entreprises ayant réalisé des bénéfices, distribué des dividendes, délocalisé leur production ou reçu des aides publiques » ; de renchérir le coût des licenciements ; d'obliger à la réintégration en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse ; de donner une sorte de droit de veto au comité d'entreprise, qui pourrait saisir le juge en cas de motif économique non avéré pour annuler un plan de licenciements. D'autres mesures complémentaires concernent le domaine salarial, dont une revalorisation du Smic à 1600 euros brut.

C'est à la même démarche qu'ont invité les Etats généraux du chômage et de la précarité, les 16 et 17 mai, en réclamant dans leur déclaration finale une « loi contre les licenciements » fondée sur « la continuité des droits : contrat de travail, obligation de reclassement, et financée par un fonds patronal mutualisé », et intégrant « la réduction du temps de travail permettant le travail de tous, l'interdiction des contrats précaires subis, la réintégration des salariés précaires licenciés depuis des mois. »

Ce projet de loi du PCF prolonge la jurisprudence concernant l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits. La Cour de cassation, à la suite d'un premier arrêt qui avait provoqué un tollé parce qu'il affirmait comme justifiant des licenciements une « réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir », avait

publié un communiqué affirmant l'illégalité des licenciements « fondés sur le seul souci d'économie ou d'amélioration de la rentabilité de l'entreprise ». Mais en laissant cet avis sans suite... Les jugements prud'homaux permettent au plus d'obtenir des dommages et intérêts, et non la réintégration. De même, les juges se prononçant sur les plans sociaux, avant les licenciements, évitent de s'appuyer sur cette jurisprudence pour refuser les plans sociaux. Codifier cette jurisprudence est donc primordial.

**EMPLOYEURS TOUT PUISSANTS**

Les luttes contre les licenciements se multiplient en France : les salariés ne se laissent pas faire et refusent de payer la crise. Elles restent pourtant isolées, les confédérations gérant des journées d'action espacées et laissant les syndicalistes se débrouiller seuls. Ceux-ci sont confrontés à ces exigences : répondre à l'urgence, combattre la résignation et, enfin, répondre au manque de perspectives collectives. Il faut donc leur donner des points d'appui qui permettent de gagner du temps pour pouvoir élargir le rapport de forces. L'interpellation de l'Etat, à travers l'avis de l'inspecteur du travail ou même de la justice, est significative : elle remet en cause cette idée d'une entreprise-propriété privée, où l'employeur serait seul maître, et où le fait de faire du profit serait prioritaire sur toute autre considération, à l'opposé de la célèbre déclaration de Jospin à propos de Michelin : « Ce n'est pas par la loi qu'on va réguler l'économie. » Mais, dans tous ces cas, c'est la société elle-même qui est convoquée pour participer à la défense de l'emploi, dans ce qui ne peut rester un face-à-face salarié/employeur, sous peine d'échec.

**CONTINUITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL**

Un projet de loi doit aussi répondre à l'enjeu essentiel de la période actuelle : donner une perspective d'ensemble à des luttes isolées. La mobilisation collective est essentielle pour sortir de l'isolement. Les syndicalistes n'ont pas d'illusions de pouvoir gagner seuls sur

l'emploi, leur isolement les conduit à se battre sur la seule perspective à l'échelon locale, le montant de la prime de licenciement. Le projet de loi du PCF ne prend donc sens qu'en étant mis en perspective avec la mobilisation des salariés et de toute la société. C'est ce rapport de forces qui permet de dépasser la lutte défensive et de pouvoir envisager des mesures remettant en cause le fonctionnement capitaliste du système, introduisant des éléments de rupture. Ce rapport étroit aux luttes contre les licenciements doit dominer, et c'est sans doute ce qui manque pour donner son sens à la démarche du PCF. L'interdiction des licenciements individuels ou collectifs (économiques) vise ainsi à regrouper tous ceux qui se retrouvent confrontés aux décisions arbitraires des employeurs. D'une amplitude plus large que la seule interdiction dans les entreprises qui font des profits, elle amène à un positionnement fondamental dans la période actuelle : il est totalement inadmissible qu'un employeur décide de la vie ou de la mort sociale d'un salarié, qu'il utilise son pouvoir pour décider seul de ce qu'il produit, comment, avec qui. La continuation du contrat de travail en toutes circonstances démontre comment on peut retirer une partie du pouvoir de l'employeur.

Louis-Marie Barnier

1. Cour de cassation sociale, janvier 2006.



Brest, le 14 septembre 2007. Après le blocage d'un rond-point du port du commerce par les salariés de Jabil. (DREAN)

**LES ÉDITIONS SYLLEPSE FÊTENT LEURS 20 ANS**

● VENDREDI 29 MAI, 18 H, MAIRIE DU 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS (2, RUE EUGÈNE-SPULLER, M<sup>o</sup> RÉPUBLIQUE/ TEMPLE) RENCONTRE-DÉBAT AVEC ALAIN BROSSAT, AUTOUR DE SON LIVRE, **LE YIDDISHLAND RÉVOLUTIONNAIRE**.

● SAMEDI 20 JUIN, 15 H, MAISON DE L'ARBRE (9, RUE FRANÇOIS-DEBERGUE, MONTREUIL-SOUS-BOIS M<sup>o</sup> CROIX-DE-CHAVAUX) « **VINGT BOUGIES À SOUFFLER** » DES VERRES ET DES AIRS À SIFFLER, DES LIVRES À DÉVORER, DES AUTEURS À RENCONTRER. AVEC GUYOM TOUSEUL « CHANSON FRANÇAISE, CHANSONS À BOIRE, À AIMER, À SE RÉVOLTER »

**Abonnement à Tout est à nous!**

De nombreux abonnés à Rouge se sont abonnés à la presse du NPA. Si tel n'est pas encore le cas, rien n'est plus simple :

il vous suffit de nous renvoyer le formulaire que vous avez reçu ou, si vous l'avez égaré, de remplir le formulaire d'abonnement en page 11.

Par ailleurs, pour faciliter la gestion des abonnements et ne plus avoir à se soucier de la date d'expiration, nous vous incitons à opter pour le prélèvement automatique trimestriel.





## Une journée... **SYMBOLIQUE**

La journée du 26 mai se voulait «une journée relais» entre le 1<sup>er</sup> Mai et le 13 juin, journée relais surtout dans la politique des directions syndicales pour mettre un terme à la mobilisation. Si, à la SNCF, où avait été déposé un préavis de grève, le mouvement a été bien réel, dans l'ensemble, la mobilisation a surtout été symbolique. Quelques manifestations comme à Marseille, Nice, Reims, Grenoble (photo) ou Roanne, un rassemblement de 300 militants devant la Bourse à Paris, des rassemblements pique-nique... Les directions syndicales ont même revu à la baisse les revendications. Fini la plate-forme du 5 janvier, il faut être plus concret, «revaloriser le

Smic», «prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droits», «supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal»... Oui, une journée symbolique... de la dérobade des directions syndicales. Mais, comme le notait avec une lucidité toute patronale l'éditorial des Echos, «un pays où des millions de personnes défilaient dans les rues il y a encore deux mois n'est pas plus entré en résignation prolongée qu'il n'était la veille au bord de la révolution. Si lassitude il y a, c'est moins celle du moteur de la manifestation que de sa méthode, restée bien traditionnelle. L'essoufflement de mai annonce peut-être un second souffle social.»



(DANIEL)

### LE CHIFFRE

# 3,4 millions

Une récente étude du ministère de l'Emploi (Dares) indique une nette augmentation du nombre de smicards en France, qui sont désormais 3,4 millions. En 2008, 14,1% des salariés du privé étaient au Smic (12,9% en 2007). Cette hausse n'a rien à voir avec une trop forte augmentation du Smic, comme le prétendent gouvernement et patronat. Nombre de salariés, dont le salaire augmente moins vite que les prix, ont été «rattrapés» par le Smic (qui est indexé sur l'évolution de l'inflation). Des secteurs sont particulièrement concernés: la restauration rapide (deux salariés sur trois au Smic), ou encore les entreprises de propreté (six salariés sur dix).

### SOLIDARITÉ AVEC LES POSTIERS ÉGYPTIENS.

Depuis le 7 mai, 50 000 employés de la poste égyptienne mènent une lutte très dure pour arracher quelques-uns de leurs droits légitimes. Leurs principales revendications? L'augmentation des salaires, la titularisation de la main-d'œuvre contractuelle (5 000 employés), le paiement des indemnités de risques ainsi que de l'indemnité en cas de travail pénible, la suppression des «rapports annuels d'aptitude», utilisés pour justifier les licenciements des travailleurs. Les postiers ont entamé leur lutte en organisant un sit-in, afin de rendre publiques leurs revendications, auxquelles les responsables de la poste ont fait la sourde oreille. Le syndicat général de la poste s'est montré, lui aussi, hostile à leurs revendications. L'État, lui, réprime, plaçant en détention Mamdouh Fezzaâ, accusé d'incitation à la grève, et convoquant des postiers pour les dissuader de faire grève.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### GRÈVE À RFI.

Menacés d'un plan «social» prévoyant 206 suppressions d'emplois, les salariés de Radio France Internationale se sont lancés, le 12 mai, dans une grève illimitée, sous l'impulsion des sections syndicales FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT. Le mouvement lutte contre une réorganisation de l'audiovisuel extérieur français (AEF), qui vise à marginaliser RFI pour lui substituer un hypothétique «modèle France 24» (contrats précaires, sous-traitance). Pour faire de RFI une composante profitable de l'AEF, se préparent ainsi une dégradation générale des conditions de travail (qui a d'ailleurs déjà commencé, par exemple, via la délocalisation en Roumanie de certains services), et une diminution drastique de la diversité et de la qualité des programmes. Ce mouvement de grève, qui bloque jusqu'à 85% de l'antenne et a été reconduit plusieurs fois à la quasi-unanimité des salariés réunis en assemblée générale, a d'ailleurs pris d'autant plus d'ampleur que leurs revendications font face à l'arrogance d'une direction devenue quasi-invisible depuis le déclenchement du mouvement. Cette même direction qui s'est vu attribuer des salaires à la hauteur des loyaux services rendus à l'actuel gouvernement (dans lequel figure Bernard Kouchner, qui est aussi le mari de la numéro deux de l'antenne, Christine Ockrent): 1 million d'euros brut annuels pour chacun d'eux. La détermination et la solidarité dont les salariés ont fait preuve dès l'amorce du conflit (avec la mise en place d'une caisse de grève à laquelle plus de 250 salariés ont déjà contribué) peuvent leur permettre de gagner. Le NPA leur apporte tout son soutien.

### MOLEX, VICTOIRE JUDICIAIRE.

Le TGI de Toulouse vient de donner raison au comité d'entreprise et reconnaît que la direction de Molex-Villemur a caché aux élus que les actionnaires de Molex Automotive avaient décidé, il y a plus d'un an, de liquider l'entreprise, parce qu'ils jugeaient son «taux de rentabilité» (19%) insuffisant. Pièce à conviction déterminante: un courriel du directeur des achats de PSA, le principal client de Molex, atteste leur complicité dans un plan d'accumulation de stocks de pièces pour faire face à un éventuel débrayage des travailleurs de Villemur menacés de perdre leur emploi. Ce courriel, les salariés de Molex l'ont récupéré lors des 26 heures de «garde à vue ouvrière» qu'ils ont été obligés d'infliger à leurs cadres dirigeants pour avoir enfin accès aux informations qu'on leur cachait. C'est maintenant à la direction de prouver que son projet de fermeture est fondé «sur des raisons sérieuses».

### CONFUSION À ERDF-GRDF.

Malgré un mouvement toujours de haut niveau, la fédération CGT Mines-Energie a décidé de signer un accord pour les entreprises ERDF-GRDF, bien loin des revendications des salariés en grève. Cet accord octroie des pourcentages supplémentaires d'augmentations individuelles, dont les heureux gagnants sont choisis par la seule direction. Cette signature jette la confusion parmi les agents en lutte: comment continuer sérieusement à se battre pour des augmentations du salaire de base après un tel accord? Comment continuer à faire le lien avec les autres secteurs de la branche qui, eux, n'ont rien signé? La fédération CGT a beau expliquer que ce n'est pas un accord de fin de conflit, cela est loin de convaincre, y compris au sein de ses propres rangs, car une très grosse minorité de syndicats était opposée à un tel dénouement. Enfin, la question de la démocratie de l'action est posée, puisque, à aucun moment, les salariés en lutte n'ont été consultés.

**NO COMMENT**  
L'intérêt de la poursuite du contrat de travail est évident pour le salarié à qui elle permettrait, au minimum, de maintenir sa rémunération, à nombre d'heures de travail effectuées équivalent.  
FRÉDÉRIC LEFEBVRE (PORTE-PAROLE DE L'UMP) POUR DÉFENDRE SA PROPOSITION DE FAIRE TRAVAILLER LES SALARIÉS EN CONGÉ MALADIE.

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction: 01 48 70 42 27  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
Administration: 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail: redaction@npa2009.org  
Commission paritaire: en cours  
Tirage: 9000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr